

Madame la Présidente,

Propriétaires d'une maison de famille à G nelard (Saône-et-Loire), située non loin de la RCEA menant de Chalon-sur-Saône   Paray-le-Monial, nous avons pris connaissance du projet de mise à deux fois deux voies et de concession autoroutière de cette route.

Nous avons relevé qu'il était envisagé de mettre des barrières de p age en pleine voie et sur les bretelles des diffuseurs dans une zone se situant entre l'échangeur de Ciry-le-Noble et celui de Palinges. Il nous a cependant été difficile au vu des plans fournis de déterminer avec certitude l'emplacement de ces barrières.

En tout état de cause ce projet nous a paru soulever des difficultés sérieuses tant en fait qu'en droit sur lesquelles nous avons pensé utile d'appeler l'attention de la Commission du débat public.

Conformément à l'article L 122-4 du code de la voirie routière, la création d'une autoroute à p age ne doit pas porter atteinte au droit de circuler gratuitement entre les points desservis par l'autoroute. Habituellement l'autoroute est construite sans suppression des voies existantes. Les usagers qui entendent ne pas payer le p age disposent donc d'une solution alternative.

La situation est en l'espèce toute différente. En effet, c'est la voie rapide actuelle qui sera dans la section concernée transformée en autoroute à p age. Des itinéraires alternatifs satisfaisants doivent par suite être proposés aux usagers.

G nelard avait pendant longtemps été relié tant à Montceau-les-Mines qu'à Paray-le-Monial par la route empruntant l'ancien chemin de halage le long du tracé sinueux du canal du centre. Cette route étant dangereuse, la vitesse y est limitée à 70 kms à l'heure. En dépit de cette limitation, les accidents y étaient nombreux. Ils ont diminué grâce à la construction de la voie rapide, sans cependant disparaître.

La mise à p age de la RCEA aura pour conséquence de ramener la circulation locale allant de G nelard vers le nord-est ou le sud-ouest sur cet ancien chemin de halage dangereux. Le parcours sera en outre rallongé de plusieurs kilomètres et le temps de parcours considérablement accru. On peut estimer par exemple qu'il faudra au mieux 20 minutes pour aller de Palinges   Coere, contre 6 minutes à l'heure actuelle. Une telle aggravation de la situation nous paraît inacceptable.

Les auteurs du projet semblent d'ailleurs en avoir été conscients, puisqu'ils ont prévu la création d'une voie nouvelle longeant la RCEA entre les échangeurs de G nelard et de Bonin. La question se posera bien entendu de savoir si cette voie sera construite aux frais des collectivités publiques ou du concessionnaire. Mais quoi qu'il en soit de ce point, nous craignons que cet aménagement ne permette guère d'améliorer la situation. D'une part il sera

sans influence sur la circulation entre G nelard et Paray-le-Monial. D'autre part et surtout, cette voie nouvelle débouchera vers le nord-est sur des petites routes étroites et sinueuses dans l'incapacité d'absorber aisément le trafic vers ou depuis Montceau-les-Mines (sauf à faire un long détour par le centre de Ciry-le-Noble au bord du canal du centre). Il ne s'agit pas là d'un véritable itinéraire alternatif et il y a tout à parier que les usagers, plutôt que de faire ces détours inutiles, pr f reront utiliser la route du canal, avec les inconvénients précédemment décrits.

Pour éviter ces difficultés, on pourrait tout d'abord envisager d'apporter au projet des aménagements limités. Une première solution consisterait à construire une nouvelle route le long de la voie rapide, non seulement entre G nelard et Bonin, mais entre Palinges et Coere. Cette voie risquerait cependant d'être utilisée non seulement par la circulation locale, mais encore par la circulation à longue distance (sauf à l'interdire à tout le moins aux camions). Elle aurait de plus un coût non négligeable.

Une seconde solution consisterait à rendre l'autoroute gratuite pour les usagers locaux (par exemple pour ceux payant la taxe d'habitation dans les communes concernées). On pourrait cependant s'interroger sur la légalité d'une telle formule au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat, dégagée dans l'affaire du bac de l'ile de R , en vue d'assurer l'égalité des usagers (Conseil d'Etat - 10 mai 1974, recueil p. 274). Dans cette affaire, la haute assemblée a certes admis que les habitants de l'ile de R  puissent bénéficier d'un régime tarifaire préférentiel et l'on pourrait songer à retenir en l'espèce une solution analogue: en l'absence d'itinéraire alternatif, la situation des usagers locaux pourrait en effet être rapprochée de celle des iliens. Ils seraient à ce titre dispensés de p age ou bénéficieraient d'un tarif minoré. Ajoutons que si cette solution était retenue sur ce tronçon, il ne serait pas nécessaire de construire une route supplémentaire entre G nelard et Bonin.

La légalité d'une telle solution ne va cependant pas de soi au regard du principe d'égalité et il nous semble qu'en définitive, en l'absence d'itinéraire alternatif satisfaisant sur le tronçon Ciry-le-Noble – Palinges, aucun p age ne devrait être perçu sur la voie Chalon-sur-Saône-Paray-le-Monial.

Espérant que ces réflexions vous seront utiles, je vous prie, madame la présidente, d'agréer l'assurance de ma considération la plus distingu e.

Gilbert Guillaume

Madame la présidente de la Commission
Particulière du débat public sur la RCEA
42 rue Tourneloup
71000 - Macon